

2ème panel : comment sortir de la crise? L'économie allemande entre programmes d'austérité et projets de relance

Isabelle Bourgeois, rédactrice en chef de la revue du CIRAC, « *Regards sur l'Economie Allemande* », Maître de conférence à l'Université de Cergy-Pontoise

Face à une croissance très faible et à un chômage très haut, comment sortir de la crise en Allemagne, mais aussi en France ?



Jean-Marc Sylvestre, rédacteur en chef à Tf1, éditorialiste à France Inter

Il m'a été demandé de tenter de faire un état des lieux de la situation économique en France et des moyens mobilisés pour sortir de la crise.

En France, le titre à sensation de ce sujet pourrait être: « une mondialisation face à l'épreuve de la démagogie politique », une partie de nos problèmes vient de l'absence de courage dans les comportements politiques par rapport à la situation et aux réformes qu'elle demande.

La situation conjoncturelle est médiocre: peu de croissance, peu d'investissements, une consommation relativement soutenue mais qui n'est

pas tirée par une demande liée à des hausses de pouvoir d'achat mais plutôt tirée par des baisses des prix ; nous sommes constamment au bord de la déflation. Notre consommation n'est pas un moteur suffisant pour l'activité. Quant aux exportations, elles sont soutenues mais seulement grâce à l'activité d'un certain nombre de grandes entreprises. Le taux d'épargne en France est très élevé, signe de l'inquiétude générale de la population (épargne de précaution). Nous avons un taux de chômage élevé, autour de 10%, avec un taux bien supérieur chez les jeunes. Nous avons peu ou pas de marge de manœuvre sur le réglage conjoncturel : le levier monétaire a été transféré à la communauté européenne et donc neutralisé ; quant à la variable budgétaire, les politiques publiques qui touchent au levier budgétaire sont aujourd'hui inutilisables car le budget est exsangue. Toute politique keynésienne est donc impensable car il est impossible d'accroître les dépenses publiques.

On ne peut donc agir que sur les politiques structurelles et faire des réformes au niveau des structures. Les structures de l'économie française sont dominées par des difficultés d'adaptation aux contraintes liées à l'ouverture des frontières et à la mondialisation. La France connaît donc des inconvénients liés à la mondialisation, mais pas les avantages.

Au niveau des structures, il y a trois grandes catégories de lourdeur en France :

- *L'appareil économique* lui-même, qui est assez déséquilibré car dominé par des grandes entreprises, internationales, très performantes mais dont le chiffre d'affaire se fait essentiellement à l'étranger et dont les salariés et l'actionnariat sont essentiellement étrangers. Leur création de richesse s'exerce donc beaucoup plus à l'étranger. A côté, il y a de toutes petites PME, entreprises de proximité. Mais entre ces deux extrêmes, il n'y a rien. Enfin, il y a la sous-traitance, mais qui dépend complètement des grandes entreprises. Nous n'avons pas, comme en Allemagne, des entreprises qui ont su trouver des « niches » à forte valeur ajoutée, avec de la technologie qui leur permet de vivre sur les marchés d'exportation.

- *Notre système social* : Ce système date, selon moi, du XIX^{ème} siècle, alors que nous sommes confrontés à des défis qui appartiennent au XXI^{ème} siècle. Nous avons un dialogue social assez ambigu, du fait de la faible représentativité de nos syndicats.

- *Un appareil d'Etat centralisé extrêmement lourd* en frais généraux mais aussi en délai de réponse et en réactivité. Cela entraîne des dépenses publiques, d'où des prélèvements obligatoires très élevés et des déficits récurrents. Nous avons une difficulté à moderniser l'appareil d'Etat.

Il y a donc en France une culture de la protection et de l'assistance. La deuxième chose est la culture du non-travail (exacerbée par la réforme des 35 heures). Enfin, en France règne la culture de la gratuité. C'est donc le danger déflationniste qui nous menace beaucoup plus que le danger inflationniste. Quels sont maintenant les points positifs ? Notre démographie est bien équilibrée ; un bon appareil éducatif, surtout dans le secondaire ; de bons équipements collectifs (train, par exemple) ; un bon service de santé.

Mais il faut réformer et surmonter les lourdeurs évoquées ci-dessus et il y a en France des difficultés à faire des réformes : très souvent, les hommes politiques français lancent des réformes sans le dire ou font croire qu'elles sont imputables à l'Europe. Un exemple de réforme passée sous silence est celle du système de comptabilité publique : d'une comptabilité

de dépenses, nous sommes passés à une comptabilité d'objectifs et de moyens.

Pour fabriquer des réformes, il faut premièrement du dialogue social, qui ne marche pas bien en France. Deuxièmement, le législatif a peur de fabriquer du droit social car le corps politique n'est pas très courageux dans ce domaine, les tribunaux, quant à eux, n'ont pas forcément cette compétence ou le goût pour cela. La situation en France est donc assez bloquée.

Pour débloquer la situation, je vois deux solutions : l'Europe, qu'il faudra débloquer un jour et faire progresser à nouveau, et la concurrence à droite sur l'échiquier politique français (entre D. de Villepin et N. Sarkozy), qui va pousser aux réformes.

La France a besoin de politique schumpeterienne, c'est-à-dire de débloquer ses structures pour mettre en place des politiques d'offre à tous les niveaux. Les réformes engagées en Allemagne peuvent nous servir de modèle, nous donner des idées.

I. Bourgeois : comment en est-on venu à faire des réformes et comment procède-t-on pour ces réformes ?

Peter Bofinger, professeur d'économie à l'Université de Würzburg, membre du Conseil des Sages sur l'économie allemande

Ich möchte mit einem kurzen Rückblick auf die ersten 70 Tage der Regierung von Frau Merkel anfangen. Man könnte die Situation von Deutschland mit dem Märchen Dornröschen vergleichen: ein Land, das in tiefen Schlaf gefallen ist, und das von einem Prinzen, beziehungsweise hier einer Prinzessin, erweckt wird. Angela Merkel hat es geschafft, dem Land eine neue Zuversicht zu geben. Diese neue Zuversicht kann man an den wirtschaftlichen Indikatoren ablesen, die so gut wie noch nie in vielen Jahren sind. Worauf ist diese Veränderung zurückzuführen? Es sind sicherlich psychologische Faktoren, die hier eine Rolle spielen: wir haben neue Gesichter, eine große Koalition (das heißt, die Politiker müssen zusammenarbeiten und nicht gegeneinander). Aber auch das Programm, das die Koalition im November verkündet hat, ist ein gutes Programm: es hat ein sehr solides Fundament für die politische und wirtschaftspolitische Arbeit in den nächsten Jahren gelegt. Dieses Programm ist zum ersten sehr viel stärker nachfrageorientierter, als es in der Vergangenheit der Fall war. Unsere Regierung hat akzeptiert, dass im Jahr 2006 sowohl die Maastricht-Kriterien als auch die Vorschriften unserer Verfassung nicht eingehalten werden: die Kreditaufnahme des Bundes ist 2006 höher, man hat also ganz klar der Nachfrage eine Präferenz gegeben. Zum zweiten kann man eine Politik der ruhigen Hand bei den großen Projekten erkennen: es ist ein wichtiges Prinzip, die Konstanz der Wirtschaftspolitik

zu bewahren und dass man nicht jeden Tag ein neues Reformprojekt anfängt. Diese Ruhe und diese Sachlichkeit, die in die Politik gekommen sind, ist auch nach meiner Ansicht ein Grund dafür, dass die Stimmung im Land besser geworden ist.

Ich möchte jetzt einen kurzen Rückblick auf die Reformpolitik der letzten Jahre machen. Ich sehe diese Reformpolitik nicht so positiv, wie das meine Kollegen im Sachverständigenrat sehen, man kann ein Reformparadox feststellen, wenn man die wirtschaftlichen Entwicklungen in Deutschland und in Frankreich vergleicht: Deutschland hat mehr reformiert aber die Zahlen sind nicht so überzeugend: das Wachstum war niedriger in Deutschland (von 2001 bis 2005, Dts, 0,7%, Fr, 1,6%), die Investitionen waren in Frankreich besser (Fr=1,7%real von 2001 bis 2005, Dts= -2,3%) und die Inlandsnachfrage war in Deutschland schlechter (Fr=2,1%, Dts= -0,3%). Eine Reformdividende ist also nicht richtig erkennbar, es gibt einen Mangel an Reformfolgen. Nur woran liegt das?

Der wichtigste Punkt ist, dass diese Reformen durchgeführt worden sind, ohne ein klares Gesamtkonzept zu haben. Es war nicht klar, wie das Land in zehn oder zwanzig Jahren aussehen soll. Das einzige, was man implizit im Kopf hatte war, dass die Rolle des Staates geringer werden sollte (angelsächsisches Modell). Heute gehört der deutsche Staat zu den Ländern, die am wenigsten für die Infrastruktur ausgeben, die öffentlichen Investitionen in Deutschland sind, wenn man die Abschreibungen berücksichtigt, negativ. Auch unsere Bildungsinvestitionen in Deutschland sind deutlich geringer als in den meisten anderen Ländern. Wollen wir einen mageren Staat oder einen kraftvollen Staat? Diese Grundfrage wurde nicht explizit diskutiert, man hat sich für das Modell des mageren Staates entschieden, wobei es nicht zwingend ist, dass man in einer globalisierten Welt einen mageren Staat hat. Es gibt kraftvolle Staaten, wie zum Beispiel die skandinavischen Länder. Diese Länder sind durchaus erfolgreich und wettbewerbsfähig; es ist also kein Schicksal, auf das angelsächsische Modell zu gehen. Aus meiner Sicht hat man sich in Deutschland sehr einseitig für das Modell des mageren Staates entschieden, ich halte es nicht für ein sehr glückliches Grundkonzept. Man hat Fehler bei der Diagnose der Details und der Fehlentwicklung gemacht.



Zuerst sind in Deutschland die Löhne sehr wenig gestiegen, wir haben also unsere Industrie enorm wettbewerbsfähig gemacht, Deutschland hat eine extreme wettbewerbsfähige Exportwirtschaft, aber es hatte zur Folge, dass unsere Binnenwirtschaft in den letzten Jahren nicht mehr gewachsen und sogar zurückgegangen ist. Unsere Binnennachfrage stagniert. Unsere Entscheidung für eine große Wettbewerbsfähigkeit brachte kein Gleichgewicht mehr, sondern war unbalanciert. Das hat dazu geführt, dass die Erfolge nicht zustande gekommen sind, auf die wir gesetzt hatten. Der zweite Fehler bezieht sich auf die Steuer: wir haben in Deutschland das Gefühl, dass unsere Steuern viel zu hoch sind. Die Regierung hat also 2000 ein umfassendes Steuersenkungsprogramm gemacht, obwohl unsere Steuerquote (Anteil der Steuereinnahme am Bruttoinlandsprodukt) nach der Slowakei die Zweitniedrigste in Europa ist. Dieses Programm wurde in Gang gesetzt, obwohl wir ein gravierendes

Problem mit den Sozialabgaben haben: in keinem Land Europas sind die Sozialabgaben so hoch wie in Deutschland. Wir hätten also (in Zeiten, in denen der Staat wenig Geld hat) die Sozialabgaben und nicht die Steuern senken müssen; dadurch hätten wir Arbeit billiger gemacht und beim Problem der Arbeitslosigkeit angesetzt. Stattdessen hat man die Steuern gesenkt und hat das Problem zugespitzt, dass der deutsche Staat extrem unterfinanziert ist. Unsere Einnahmequote (43%) liegt weit unter der von Frankreich (über 50%), zum Beispiel. Der Staat ist auf der Einnahmeseite massiv geschwächt worden. Es ist eine gravierende Fehldiagnose gemacht worden, neben der einseitigen Ausrichtung auf die Wettbewerbsfähigkeit, die einseitige Ausrichtung auf die Steuersenkung zu wählen.

Bei dem Problem der Arbeitslosigkeit hat man auch Fehler gemacht. In Deutschland ist es vor allem ein Problem der geringqualifizierten Arbeitslosen. Die Lösung, die wir gefunden haben, ist, die Arbeitgeber zu subventionieren, wenn sie Arbeitsplätze in Teilzeitarbeitsplätze aufteilen (die 400-Euro-Jobs). Das Ergebnis ist, dass wir viele Teilzeitarbeitsplätze bekommen haben, aber dass bei den regulären Arbeitsplätzen in Deutschland eine Erosion stattfindet. Wir haben also mit den falschen Mitteln gehandelt.

Die Reformpolitik hat also insgesamt dazugeführt, dass sich die Menschen in Deutschland der Globalisierung gegenüber sehr hilflos ausgesetzt fühlen. Sie wird als eine Bedrohung des Wohlstands wahrgenommen, wir haben eine wirtschaftliche Angst (die Sparquote ist sehr hoch). Die große Koalition muss also ein überzeugendes Konzept für die Globalisierung vorweisen.

Ein sehr mutiger Schritt für 2007 ist die Erhöhung der Mehrwertsteuer um drei Punkten, ein richtiger Schritt, da der deutsche Staat zu wenig Ressourcen hat. Ein Prozentpunkt von diesen drei wird dazu verwendet werden, die Sozialabgaben zu senken. Problematischer sind mehr die anderen zwei Prozentpunkte, die zur Konsolidierung des öffentlichen Haushaltes dienen werden: es kann nur funktionieren, wenn die Konjunktur in den nächsten Jahren dynamisch genug ist.

Eine sonstige Maßnahme der Regierung: das Modell der Kombilöhne, das ein Versuch des Staates ist, den Bereich der geringqualifizierten Arbeit zu subventionieren.

Grundsätzlich muss die neue Regierung dafür sorgen, dass die Globalisierung von den Menschen stärker als Verbesserung ihres Wohlstandes erfahren wird. Globalisierung darf nicht nur als ein Abbau von sozialer Sicherung, eine Reduzierung der Rolle des Staates oder eine Verminderung des Lebensstandards erfahren werden. Die Idee, nach der die Globalisierung den Wohlstand der Nation erhöht, muss für die Menschen fühlbar und erfahrbar werden. Es ist machbar, ein gutes Beispiel sind die skandinavischen Länder: hohe Löhne, hohe Steuerquote, hohe Abgabequote, aber trotzdem höchst wettbewerbsfähig. Die Bürger müssen fühlen können, dass ein kraftvoller Staat sie in dieser globalen Welt verteidigen kann.

I. Bourgeois : Quel sont en détail les réformes engagées en Allemagne?

Patrice Drouin, correspondant du journal « Les Echos » à Berlin

Je voudrais d'abord rappeler un chiffre pour mieux comprendre l'Allemagne en 2006: depuis la réunification, l'Allemagne a dépensé au moins 1 250 milliards d'euros pour mettre à niveau ses Länder de l'Est, c'est un effort énorme. Un plan de relance a été annoncé par A. Merkel pour la période 2006-2009, plan de 25,2 milliards d'euros, pour stimuler l'activité économique. 10 milliards vont être consacrés aux problèmes d'amortissement, d'investissement productif, à l'exonération d'impôts sur les bénéfices pour les TPE, aux déductions d'impôts pour les propriétaires et les locataires de logement qui investissent dans la rénovation de leur habitation ou les économies d'énergie. Ce plan participera aussi à la modernisation des infrastructures. Un autre volet très important est celui consacré à la recherche et au développement, financé à un tiers par les collectivités, notamment l'Etat fédéral, et aux deux tiers par les entreprises. Enfin, il y a deux volets un peu plus sociaux : trois milliards seront consacrés aux familles, pour tenter d'enrayer le problème de la dénatalité et cinq milliards d'euros qui serviront au soutien de la création d'emplois à domicile.



A ce plan de relance de l'activité et l'emploi, il faut ajouter un certain nombre de réformes évoquées par M. Bofinger : la réforme de la fiscalité des entreprises (janvier 2008) ; un probable assouplissement de la protection contre les licenciements ; une baisse des charges salariales et une baisse de la cotisation d'assurance chômage, qui est payée en Allemagne à la fois par l'employeur et par le salarié ; le « Kombilohn » ; le décalage de l'âge de la retraite à 67 ans (à long terme).

Pour l'instant, ce plan vient juste de démarrer, il va faire l'objet de débats au Bundestag. L'aspect très important est celui de l'emploi : il y a actuellement 4,6 millions de chômeurs en Allemagne, le principal défi pour le gouvernement Merkel est que ce chiffre ne passe pas au-dessus de la barre des 5 millions.

I. Bourgeois : Sur les chiffres du chômage, il faut rappeler une chose : les réformes et notamment les lois Hartz ont modifié considérablement les bases statistiques et la prise en considération du chômeur. Ces changements équivalraient en France à faire passer dans le chiffre des chômeurs le nombre de RMIstes ou d'anciens RMIstes (nouveau régime d'indemnisation qui change leur statut). Donc il faut attendre que les modifications dues à ce nouveau régime d'indemnisation se soient un petit peu tassées pour y voir plus clair.

Pr Bofinger, pourriez-vous expliquer ce paradoxe des réformes, ce laps de temps entre la mise en œuvre des réformes et leurs effets escomptés qui ne se sont pas produits ou peut-être pas encore? Ne faudrait-il pas respecter aussi la part du coût lié à la réunification allemande

et n'y a-t-il pas à prendre en compte autrement les mécanismes de compétition internationale (globalisation), qui font que le positionnement international et les coûts des entreprises ne sont plus calculés par rapport à des critères strictement nationaux (déterminés par les politiques nationales), mais aussi par d'autres éléments internationaux ?

P. Bofinger: Die Schwierigkeit der Wirtschaftspolitik besteht darin, eine richtige Balance zwischen Binnennachfrage und Exportnachfrage zu bekommen. Mein Eindruck ist, dass wir in Deutschland diese Balance nicht hatten, dass wir zu stark versucht haben, die Exportfähigkeit zu verbessern. Es ist gut, dass wir so stark unsere Exporte ausweiten konnten, aber wenn wir unsere Wachstumsraten mit denen von Frankreich vergleichen, sehen wir, dass die von Frankreich viel höher sind und dass es von der Binnennachfrage kommt, während in Deutschland das Wachstum in den letzten Jahren überwiegend von der Außennachfrage gekommen ist. Es ist also bei uns ein Problem der Gewichtung. Es ist auch unsere Haltung zur Globalisierung: um wettbewerbsfähig zu sein, haben wir unsere Löhne kaum erhöht, was ein Fehler war.

Unsere Arbeitslosenzahlen sind tatsächlich sehr schwierig zu interpretieren. Was man sagen kann, ist, dass die Arbeitslosigkeit aber ihren Höhepunkt erreicht hat. Problematisch ist mehr die Tatsache, dass wir einen massiven Rückgang der sozialversicherungspflichtigen Beschäftigung in den letzten Jahren hatten, d.h. die Menschen, die in die sozialen Sicherungssysteme einbezahlen. Das reguläre Arbeitsverhältnis ist nach wie vor rückläufig (200 000 normale Arbeitsverhältnisse weniger als vor einem Jahr). Es ist also ein Struktureffekt, der auch durch die Reformen angestoßen wurde: die „Mini-jobs“, die Teilzeitjobs, sind von den Abgaben, von den Steuern attraktiver als die regulären Jobs, und dieses fundamentale Problem müsste gelöst werden.

I. Bourgeois : Il y a donc des planchers salariaux qui empêchent la reprise de l'emploi soumis à cotisation sociale. Est-ce que ces nouvelles mesures comme les jobs à 400 euros ou le contrat nouvelle embauche ne font pas partie de ces réformes qui ne disent pas leur nom? Comme on ne peut pas toucher au SMIC en France et à un plancher minimum en Allemagne, on prend des mesures adjacentes, de manière à produire les mêmes effets pour flexibiliser l'emploi, mais avec d'autres effets pervers sur le financement de la protection sociale.

P. Drouin : Nous avons parlé des „Kombilohn“, des „Ich-AG“ dans le cadre de Hartz IV et les gens se sont aperçus que cela ne créait pas tellement d'emploi et que Hartz IV n'arrivait plus à financer ses programmes. Cela rappelle les politiques françaises sans vue sur l'avenir et sans impact énorme sur le chômage. Vous avez parlé de la nouvelle comptabilité du chômage, on estime que cette nouvelle façon de comptabiliser les chômeurs a fait augmenter le chiffre du chômage de 350 000.

P. Bofinger: Wenn man über die Lohnentwicklung oder Lohnfindung in Deutschland redet, muss man sehen, dass sehr viel mehr Flexibilität als in Frankreich gegeben ist. Wir haben sehr viele Unternehmen, die heute nicht mehr in einem Tarifverband beteiligt sind, es gibt sehr viele Arbeitnehmer, die nicht mehr Mitglied in einer Gewerkschaft sind, deswegen sind die Tarifverträge für viele Arbeitsverträge nicht mehr maßgeblich. Zusätzlich ist mittlerweile auf Betriebsebene eine enorme Flexibilität bei den

Arbeitsverträgen gegeben, wo wir Tarifverträge haben. Deutschland ist also, was die Lohnfindung betrifft, sehr flexibel (wir haben keinen Mindestlohn wie in Frankreich, z. B.), ohne dass das bei der Arbeitslosigkeit so viel Positives bewirkt hat.

P. Drouin : Pensez-vous que le plan de relance et les autres mesures vont permettre d'abaisser sensiblement le taux du chômage?

P. Bofinger : Dieses Programm sollten wir nicht überschätzen, weil gleichzeitig mit den stimulierenden Maßnahmen auch Einschränkungen verbunden waren: die Subventionen für den privaten Wohnungsbau, Steuersparfonds wurden abgeschafft, die Beamtengehälter werden reduziert...wenn man also den Gesamteffekt der stimulierenden Maßnahmen und der Sparmaßnahmen anguckt, bleibt nicht so viel übrig. Trotz dieser Maßnahmen wird die Binnennachfrage im internationalen und europäischen Vergleich eher schwach bleiben.

Débat intervenants / public

Q1 : Herr Bofinger hat uns hier Länder genannt, die besser wachsen als die Bundesrepublik: ein großes, die USA, das mit einem bestimmten sozialwirtschaftlichen Modell wächst und drei kleine, die ein Modell haben, das mehr dem entspricht, was die Sozialdemokratie vertreten hat. Herr Bofinger schlägt uns vor, das Deutschland, das mehr zu den großen Ländern gehört, aber nach dem Modell der kleinen Staaten wächst. Es gibt Ökonomen, die ihm da widersprechen würden. Könnte er nochmal auf diesem Punkt eingehen?

P. Bofinger: Aus meiner Sicht ist die Frage nicht „groß oder klein“, sondern welches Gesellschaftsmodell man grundsätzlich hat. Und gerade die Tatsache, dass kleine Länder es auch schaffen, in der globalen Welt einen kraftvollen Staat zu verteidigen, spricht doch dafür, dass Deutschland es auch kann. Ist Deutschland an Skandinavien oder an die USA näher? Welches Modell will man? Das ist die Frage.

Q.2: Die Wirtschaftsstruktur dieser drei kleinen Staaten ist doch deutlich anders als die Deutschlands: die großen Firmen in den skandinavischen Ländern produzieren einen erheblichen Anteil ihrer Wertschöpfung in den Bereichen, in denen Niedriglohn und Stückkosten nötig sind (außerhalb des Landes), während Deutschland zum Beispiel erhebliche Automobilindustrie noch selbst hat. Ich bin mir also nicht sicher, ob die Projektion so geht und auch diese Länder haben Reformen vor sich (z.B. die Umgestaltung der Sozialversicherungen). Hinzu kommt noch, dass die Steuerehrlichkeit in diesen Ländern deutlich höher als in Deutschland ist. Auch bei der Lohnerhöhung müssen wir differenzieren. Eine Frage noch: wäre die Dienstleistungsrichtlinie nicht etwas Nützliches, wenn sie mit entsprechendem Nachdruck aber doch mit Zielsicherheit eingeführt wird?

P. Bofinger: Was wichtig ist, wenn man über die Zukunft der deutschen Wirtschaft redet, ist die Frage, welche Art von Wirtschaft werden diese Länder in den nächsten zehn Jahren haben? Mein Eindruck ist, wenn wir über Wirtschaft reden, dass wir uns fast nur auf die Industrie beziehen: und

in diesem Bereich müssen wir akzeptieren, dass wir jedes Jahr Arbeitsplätze in der Industrie verlieren werden. Ein Versuch, eine Lohnpolitik zu machen, die alle Industriearbeitsplätze erhält, macht im Grunde die Dynamik in der Binnenwirtschaft kaputt. Wie geht der Wandel von der Industriegesellschaft zur Dienstleistungsgesellschaft? Soll Deutschland ein Industriestandort bleiben? Das ist die Frage.

Dienstleistungsrichtlinie: Globalisierung sollte zur Folge haben, dass der Wohlstand für alle Beteiligte steigt. Es ist machbar, dass man Tarifverträge in den Ländern allgemein verbindlich zu machen versucht, damit die Länder mit niedrigeren Einkommen nach oben kommen können. Das muss die Zielrichtung sein.

Zur Steuerehrlichkeit: eine Lösung wäre die Mehrwertsteuer. Dieser Steuer kann man ja kaum entgehen.

Q3 : Je voudrais évoquer le point de la différence de croissance entre la France et l'Allemagne, je ne suis pas sûr que cette différence soit sur le long terme favorable à la France. Je crains que cette croissance des dernières années ait surtout été une croissance financée par les transferts sociaux, beaucoup plus qu'une croissance liée à un surcroît d'activité. Notre dépense publique par rapport au PIB est une des plus élevées d'Europe, malgré le taux élevé de nos prélèvements, il y a un besoin très grand de financement. Donc notre différence de croissance par rapport à l'Allemagne a été financée en France en creusant le déficit.

L'Allemagne a été modeste ces dernières années sur les investissements publics mais elle a fait des investissements considérables au bénéfice des nouveaux Länder. Et sur des aspects fondamentaux, par exemple les investissements vers l'avenir, l'Allemagne a été plus vertueuse que la France (recherche et développement, par exemple). De même, la situation des investissements publics dans l'éducation est assez bonne en Allemagne, notamment parce que les investissements d'intérêt public faits par les entreprises, pour la formation professionnelle initiale par exemple, sont assez considérables (différence significative avec la France). Donc l'Allemagne a fait des efforts considérables pour ses dépenses d'avenir, alors qu'en France, le financement des universités a baissé en valeur réelle au cours des 15 dernières années.

P. Bofinger: Deutschland liegt aber doch sehr weit hinten –unter den OCDE-Ländern- bei den öffentlichen Ausgaben. Die Investitionen in den neuen Ländern sind natürlich gemacht worden, aber waren sie immer so ertragreich? Ich glaube, dass dieses Investitionsproblem ein gravierendes ist und dass eine Regierung da mehr öffentliche Mittel braucht, um das Land für den globalen Wettbewerb fit zu machen.

I. Bourgeois : Terminons sur une note plus amusante: il existe un programme de relance outre-Rhin qui pourrait avoir des effets mirifiques, Patrice Drouin ?...

P. Drouin : Vous savez tous que l'Allemagne est un pays fou de football et les experts pensent qu'avec la Coupe du monde cette année, la croissance va augmenter de 0,3% environ, entraînant des créations d'emplois. Et si jamais l'équipe d'Allemagne gagnait la Coupe du monde, cela pourrait avoir un effet encore plus fort, il y aurait une relance de la consommation. C'est donc un paramètre important pour l'année 2006 !